

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

25<sup>ème</sup> année - N°4677 - Mercredi 31 Juillet 2024 - Prix : 200 Fc

DIPLOMATIE

## Iran-Comores, Tapis rouge à Téhéran pour Moustadroine



**Wusukani wa masiwa déclenche  
une grève dès ce mercredi 31 juillet**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)**

**24 Moharam 1446  
Prières aux heures officielles  
Du 26 au 31 Juillet 2024**

**Lever du soleil:**

**06h 27mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 00mn**

Fadjr : 05h 14mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 15mn

Maghrib: 18h 03mn

Incha: 19h 17mn





## CONSTRUCTION DU PORT DE BANGOMA-MOHÉLI

## La plage Fumboni-Hoani retenue pour l'installation du concasseur

Les responsables de l'entreprise arabe Contractor qui a obtenu le marché de construction du port de Bangoma à Mohéli, ont rencontré vendredi dernier la gouverneure de l'île à Bonovo. L'objectif est de présenter les documents administratifs autorisant l'entreprise à lancer les travaux du port de Mohéli. Pour l'occasion, la plage de Hoani choisie pour l'installation du concasseur a été visitée.

Très tôt, le matin du vendredi 26 juillet dernier, la gouverneure de Mohéli Chamina Ben Mohamed a reçu au palais de Bonovo, une délégation arabe conduite par Osmane Ahmed Osman de l'entreprise Égyptienne retenue pour l'extension et la réhabilitation du port de Bangoma. Ceci fait suite à l'arrivée en mai dernier à Mohéli des premiers engins dans le cadre du projet de connectivité inter-îles. Un projet cofinancé par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de développement

(BAD), l'Agence Française de Développement (AFD), ainsi que la Banque Islamique pour le développement (BID), à hauteur de 60 millions d'euros au total.

La réunion d'échange entre l'exécutif de Mohéli et l'entreprise égyptienne consiste à tracer une feuille de route pour le bon déroulement du projet. Les discussions étaient spécifiquement axées sur le transport du reste des engins de cette société mais aussi sur le site qui va permettre à l'entreprise d'aménager leur chantier de concassage des agrégats. Cette réunion était l'occasion pour les responsables de la société Contractors de présenter les documents administratifs l'autorisant d'effectuer des travaux d'extension du port de Mohéli.

« Cette délégation était venue demander un site pour installer leurs concasseurs, d'aménager leurs engins et avoir le soutien du gouverneur pour les aider à effectuer leur mission en toute tranquillité » explique le secrétaire général du gouvernorat Dr Mouyad Said Ali.



Construction du port de Bangoma-Mohéli

Le lendemain de cette visite, Mme la gouverneure accompagnée des responsables de cette entreprise ont effectué une descente sur la plage Fumboni-Hoani à Hoani. L'objectif est de prévoir un site pour l'installa-

tion des engins. Selon Dr Mouyad Saïd Ali, le choix d'un site à Hoani est indispensable pour limiter le transport des agrégats lourds entre Domoni, le lieu de la carrière jusqu'à Bangoma. « Ce choix va non

seulement permettre de réduire ou d'éviter les accidents routiers mais aussi de protéger la population » assure-t-il.

Riwad

## TIRS DE COUPS DE FEU À NICE :

## Le domicile du ministre comorien des affaires étrangères visé

Le domicile familial du ministre des affaires étrangères Mbae Mohamed visé par des tirs de calibre 7,65 mm, dans la nuit du 21 au 22 juillet dernier à Vitrolles (Marseille). En attendant les résultats de l'enquête, le gouvernement comorien condamne fermement un acte ignoble.

S'agirait-il d'un règlement de compte ? Plusieurs balles de calibre 7,65 mm, d'une détonation assourdissante ont été découverts sur la porte de l'appartement, situé à Vitrolles, occupé par des

proches de l'actuel ministre des affaires étrangères Mbae Mohamed, a-t-on appris du journal le Figaro. L'incident s'est produit dans la nuit du 21 au 22 juillet dernier et l'individu s'est assuré de ne pas laisser de trace. Alertés 24 heures plus tard, les policiers ont découvert que « quatre douilles calibre 7,65 mm reposaient sur le sol du parking de la résidence », précise le Figaro. Et de poursuivre qu'« une enquête avait été ouverte pour faire la lumière sur cette affaire ».

Joint au téléphone par non soin, la porte-parole du gouvernement

Fatima Ahamada condamne fermement l'acte ignoble perpétré par des inconnus à la résidence de l'actuel ministre des affaires étrangères, Mbae Mohamed, dans la nuit du 21 au 22 juillet 2024. « Le gouvernement soutient le ministre des affaires étrangères et sa famille et souhaite que de tels actes ne se reproduisent plus jamais à l'endroit des autorités politiques dans l'attente des enquêtes en cours pour déterminer les principaux auteurs » a-telle déclaré.

Le journal Le Figaro nous apprend qu'une source policière a

confié un « rapprochement » avec « plusieurs procédures récentes » effectué par les services de police saisis du dossier. En tout cas, la communauté comorienne en France a balayé l'hypothèse d'une action violente coordonnée par la diaspora locale, très implantée à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône. « Nous manifestons régulièrement pour montrer notre mécontentement,

mais nous essayons par tous les moyens de ne pas mener des actions violentes. On sait qu'on est dans un pays où il faut respecter la loi, et on ne veut pas mettre notre vie en danger pour cela », précise ledit journal. Pour le moment, aucune déclaration n'a été faite par une quelconque organisation de la diaspora de France.

Andjouza Abouheir

## Wusukani wa masiwa déclenche une grève dès ce mercredi 31 juillet

Le syndicat des transports routiers Wusukani wa masiwa a décidé de déclencher une grève illimitée à compter de ce mercredi 31 juillet, sur l'ensemble du territoire national, et ce jusqu'à l'annulation de la vignette de cette année 2024. Maintenant la balle est dans le camp des autorités.

Après quelques jours de trêve, les chauffeurs de taxi vont ranger leurs véhicules au garage. Une grève illimitée est en effet déclarée dès ce mercredi. Cela en réponse à la décision de la direction générale des impôts d'exiger à nouveau aux automobilistes la vignette 2024. À cet effet, le syndicat après concertation avec toutes les cellules de l'ensemble des îles, va lancer ce mercredi 31 une grève illimitée jusqu'à l'annulation pure et simple de la vignette de cette année. Maintenant la balle est dans le camp des autorités, le syndicat n'attend qu'une seule réponse : « l'annulation de la vignette ».

« Depuis hier la gendarmerie avec la direction des impôts a fait

une descente sur la route pour contrôler les voitures qui n'ont pas payé la vignette 2024. Ils ont immobilisé quelques voitures. Pourtant, on avait compris qu'après la discussion avec le directeur de cabinet de la présidence, la vignette sera annulée. Donc, on s'est réuni ce matin, on a discuté entre nous pour prendre une décision. On s'est convenu d'entamer une grève à partir de ce mercredi. Nous sommes allés voir le ministre des transports pour lui annoncer qu'à partir de ce mercredi nous entamons une grève illimitée », a déclaré Elarif un membre du syndicat. Et de souligner qu'ils ne vont pas lever le mot d'ordre, que si le gouvernement annule la vignette de 2024.

Pour rappel, cela fait quelques semaines que le syndicat Wusukani wa masiwa avait rencontré le directeur de cabinet à la présidence Youssoufa Mohamed Ali afin de trouver une solution. Mais, force est de constater que cela n'a pas donné de résultat.

Nassuf Ben Amad



## Demande de proposition de prix pour les services d'un huissier ou un avocat pour l'organisation d'une vente aux enchères au Corps de la Paix.

Le Corps de la Paix Américain aux Comores, recherche un prestataire de service, avocat, ou huissier ou notaire, pour organiser et diriger une opération de vente aux enchères publique à Moroni, Ngazidja.

Toute personne qualifiée pour l'organisation d'une vente aux enchères en Union des Comores, intéressé(e) par cet appel d'offre peut obtenir les termes de références en envoyant un courriel à l'adresse : [PCCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCCComoros@peacecorps.gov) avant le 06 août 2024 à 15h 30.

Mkazi, le 24 juillet 2024



## DIPLOMATIE

## Iran-Comores, Tapis rouge à Téhéran pour Moustadroine

À l'occasion de la cérémonie de prise de pouvoir du nouveau président de la République Islamique d'Iran, Massoud Pezkhian, une délégation conduite par le deuxième personnage de l'Etat, le président de l'Assemblée de l'Union des Comores Moustadroine Abdou, s'est rendue à Téhéran. Une façon, sommes-nous tentés de dire pour le pouvoir comorien de confirmer le dégel que nous avons annoncé (La Gazette des Comores, numéro du 4 juin 2023).

Tout avait commencé par une rencontre entre l'ex chef de la diplomatie comorienne, Dhohir Dhoulkamal et son homologue iranien Amir Abdollahian, mort depuis dans l'accident qui a coûté la vie au président Raïssi en

mai dernier. « Le Ministre des affaires étrangères des Comores lors d'une rencontre avec le ministre iranien des affaires étrangères a annoncé la volonté de son pays de reprendre des relations officielles avec la république islamique d'Iran, ce qui a été salué par son homologue iranien », à lire dans notre numéro du 04 Juin 2023.

Modéré parmi les conservateurs du pouvoir iranien, ce médecin cardiologue a prêté serment hier devant les législateurs iraniens, le guide Ali Khamenei, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, les membres du conseil constitutionnel ainsi que des nombreux invités étrangers dont le président du parlement comorien, Moustadroine Abdou. « Le président du parlement des Comores, le vice-président des Maldives et le

ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud sont arrivés ce matin (lundi) à l'aéroport international Imam Khomeiny », lit-on dans une dépêche de l'agence Iranpress en date du 29 juillet dernier.

Envoyé par le chef de l'Etat, pour représenter le pays à la cérémonie d'investiture du quatorzième président de la République Islamique d'Iran, M. Moustadroine a eu plusieurs entretiens avec des hautes personnalités du régime iranien dont le président du parlement, Dr Mohammad Baqer Ghalibaf. Si l'échange d'ambassadeur n'a pas encore été matérialisé, la rencontre entre les deux chefs des pouvoirs législatifs, résume la fin du gel des relations entre les deux pays acté par le retour au pouvoir du président Azali en 2016. Ce qui est sûr, cette rencontre et ses conséquences,

rentre dans la nouvelle dynamique diplomatique impulsée par le chef de l'Etat en vue de diversifier ses relations avec les puissances étrangères.

Signe que la diplomatie comorienne tente de s'affranchir de la tutelle de la France, et prendre des chemins différents qui ne vont pas toujours dans le sens des intérêts de l'ancienne puissance coloniale. La récente signature entre le directeur de cabinet chargé de la défense, Youssouf Mohamed Ali et l'Ambassadrice des Etats-Unis en Union des Comores, Claire Pierangelo, d'un partenariat sécuritaire pour la livraison de drones de surveillance maritime résume à elle seule la nouvelle tournure diplomatique prônée par Beit-Salam. Oui à la coopération franco-comorienne, mais plus encore oui à la diversifi-

cation des voies diplomatique, sommes-nous tentés de simplifier et de résumer cette nouvelle approche. Très implanté dans le paysage comorien pendant des décennies avant son départ précipité en 2016, l'Iran avait beaucoup apporté sur le plan de la formation des jeunes universitaires comoriens mais aussi ceux qui n'ont pas eu la chance de faire des études avancées en ouvrant une école professionnelle pour les travaux manuels (électricité, maintenance, couture ...) à Bandamadji dans la région d'Itsandra. Son retour ne serait donc pas fortuit, au contraire. Comme celui du Qatar, espéré mais compliqué à obtenir. Nous y reviendrons.

Imtiyaz

## JUSTICE :

## Fatima Mzé Said placée sous mandat de dépôt



Après 8 huit jours de garde à vue, la militante Franco-comorienne de Dawla Ya haki Fatima Mzé Said est placée sous mandat de dépôt à la prison de Moroni. Elle est accusée « de diffusion, divulgation de fausses nouvelles, atteinte à l'image d'une personne, discrédit sur les institutions et leur fonctionnement, injure et diffamation ». C'est le directeur de cabinet du chef de l'Etat chargé de la défense qui a porté plainte.

Arrêtée depuis le 23 juillet dernier, la militante Franco-comorienne de Dawla ya Haki Fatima Mzé Said a passé 8 jours en garde à vue avant d'être placée sous mandat de dépôt à la prison de Moroni. Selon son avocat Me Djamel El-dine Bacar, elle est accusée « de diffusion, divulgation de fausses nouvelles, atteinte à l'image d'une personne, discrédit sur les institutions et leur fonctionnement,

injure et diffamation ». Cette incarcération fait suite à une plainte du délégué à la Défense Youssoufa Mohamed Ali alias Belou.

Me Djamel regrette que sa cliente ait passé huit jours en garde à vue. « Son état s'est dégradé, elle a subi une garde à vue compliquée même si elle n'a pas été bousculée ou maltraitée », confie-t-il. Selon nos informations Fatima était convoquée deux fois à la gendarmerie mais elle ne se serait pas présentée. Convoquée à la gendarmerie de Foubouni mardi 23 juillet dernier, c'est dans un pick up de la brigade de recherches que la militante de Daoula Haki a été conduite à la gendarmerie de Moroni.

Pourtant dans un communiqué en date du 15 mai 2023, le ministère de l'intérieur avait notifié que « les personnalités politiques des Comores actuellement en exil à l'étranger sont formellement informées qu'elles peuvent rentrer en toute tranquillité et quiétude en Union des Comores » et

ce dans « dans le cadre d'une volonté renouvelée d'affermir la concorde nationale telle qu'exprimée par le Président de l'Union Azali Assoumani ». « Un véritable apaisement du climat politique est nécessaire pour permettre à toutes les Comoriennes et tous les Comoriens de pouvoir exprimer leurs opinions sur le devenir du pays à travers les prochaines élections qui veulent inclusives, libres, transparentes et démocratiques », avait promis le communiqué. Ce qui qui avait ouvert les portes aux Comoriens de France qui craignaient d'être inquiétés à leur arrivée au pays à cause des manifestations post-électorales déclenchées en France au lendemain des élections de mars 2019. Malheureusement ce n'est pas le cas de Fatima Mzé Said. Venue spécialement pour assister à un mariage familial, c'est en prison qu'elle va passer son séjour.

Andjouza Abouheir

## BACCALAURÉAT 2024

## Les résultats du premier groupe attendus ce mercredi

Malgré l'appel au boycott sur la correction des épreuves du baccalauréat, la plupart des enseignants poursuivi la correction qui a pris fin le 26 juillet dernier. Les correcteurs ont procédé à l'harmonisation des notes et la délibération du premier groupe est attendue aujourd'hui à 15 heures.

C'est un moment difficile pour les candidats du baccalauréat. Chacun se partage entre mille. Les émotions sont fortes. La Gazette s'est rapprochée de certains candidats pour connaître leurs impressions avant les résultats. « Ah

! Je préfère ne pas en parler mais j'affronte mon stress. En fait, depuis le 28, on entend ici et là, que les résultats seront délibérés le 30, le 31 juillet ou encore le 1er août. En tout cas, ça sera demain (31 juillet). Je suis rongé par plusieurs sentiments. Je me demande si je suis parmi ceux qui seront admis dès le premier groupe ou parmi ceux qui seront autorisés aux épreuves du deuxième groupe. J'imagine tout sauf l'échec ! Ce moment sera funeste pour moi », a confié Samira Abdillah candidate de la série A1. Cette candidate a poursuivi « Je précise que les épreuves ont été dures surtout le français.

Oh là là ! C'était vraiment piquant. Mais j'espère que les correcteurs n'ont pas été durs avec nos réponses. Je ne peux pas dire combien je prie dans la nuit pour que tout se passe bien ». Interrogée sur ses agissements pendant le moment de proclamation, sa réponse a été si rapide « Je m'enferme », a-t-elle dit avant de préciser « j'ai passé mon numéro de table à une copine qui a déjà eu son bac A4. J'aurai pas le courage de prêter l'oreille à la radio ».

Après les impressions imagées de Samira, nous avons également interviewé Moumine Farid candidat de la série A4. Pour lui, les émotions

ne sont pas dures : « Quand j'ai achevé les épreuves sans être éliminé, je me suis complètement débarrassé de ce poids de réfléchir à maintes reprises sur le sort des résultats. Ça fait déjà neuf mois que je me suis consacré à étudier le baccalauréat. Actuellement je ne ressens rien, je ne sais si mon cœur sera frappé après la proclamation des résultats ». Quant à Soilahoudine candidat aussi au baccalauréat, il a recadré son ami : « Moi c'est tout a fait l'inverse. Quand j'étais à l'école je ne sentais pas vraiment le baccalauréat. Mais depuis lorsqu'on prononce le mot délibération je me vide

de mon sang. C'est maintenant que je regrette vraiment mes erreurs, mais j'espère que tout ira bien. Je ne connais pas encore mon sort sur les résultats attendus. Moi je saisis l'occasion pour lancer un message fort pour mes frères et sœurs admis en terminale. L'examen ne se prépare pas à la fin de l'année car qui veut voyager loin ménage sa monture dès la veille du voyage ». Tout comme on l'a souligné précédemment, les résultats sont attendus aujourd'hui 31 juillet à 15 heures de cet après-midi.

Kamal Gamal



## LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE :

## Un centre culturel à Madjadju

Pour lutter contre la délinquance juvénile et la consommation des produits stupéfiants, l'association ViaduQ en collaboration avec les habitants de Madjadju, la commission nationale des droits de l'homme et la Fédération comorienne d'échecs ont ouvert ce week-end un centre culturel au quartier populaire Madjadju au sud de Moroni.

Un pas vers la lutte contre la délinquance. Le quartier Madjadju au sud de Moroni, connu pour ses activités noctambules et surtout la délinquance juvénile, va peut-être émerger vers la prospérité. Dimanche 28 juillet dernier, l'association ViaduQ en accord avec les habitants de Madjadju, la Commission nationale des droits de l'homme et la Fédération comorienne des échecs ont inauguré le premier centre culturel mis en place pour éradiquer la consommation des produits stupéfiants. Cette action vise à encadrer les plus jeunes pour les préserver contre la délinquance.

Dans un entretien téléphonique, un des responsables du centre Samir Bacar se réjouit de cette belle initiative. Baptisé « CaduQ », le centre culturel est l'une des solutions pour sortir le quartier du gouffre et de

valoriser l'image du quartier qui au départ était « Madji dju ». « L'ouverture s'est bien passée car 90% des habitants du quartier ont répondu présents malgré le manque d'espace. On pourrait parler d'un objectif atteint », explique-t-il. Pour se débarrasser de la mauvaise étiquette qu'on lui colle, les habitants du quartier en collaboration avec ViaduQ ont décidé de créer ce centre. L'objectif est de recadrer les jeunes. « On a remarqué l'augmentation exponentielle de la délinquance dans notre quartier donc pour sauver cette nouvelle génération et les enfants en bas âge, on a décidé d'ouvrir ce centre qui leur garantira une bonne orientation éducative », précise-t-il.

Ici il existe des hommes bien, comme des écoliers, des chanteurs et des intellectuels, la droiture reste une priorité pour ses habitants. Même s'ils ont peiné à sensibiliser les jeunes, ils ont quand même pu les réunir. « On a eu du mal à sensibiliser les jeunes pour l'ouverture. Pour nous, si l'enfant n'est pas scolarisé, il viendra à la bibliothèque au lieu d'être sous l'influence des mauvaises personnes et des mauvaises fréquentations ». Et d'ajouter : « A Madji dju la drogue et l'alcool sont à la portée de tout le monde ».



Centre culturel de Madjadju au sud de Moroni

Samir Bacar explique que plusieurs activités sont au programme. Pour l'évolution du quartier, ils souhaitent par la suite faire une étude approfondie sur comment diminuer tous les problèmes du quartier liés à la consommation des produits stupéfiants. « Nous avons un projet, celui de donner forme au centre culturel, une éducation à la culture, l'éducation islamique, des documentaires... » Ce centre est à la portée de tous.

Des bénévoles veilleront au bon fonctionnement des lieux. « Tous les gens de Madji dju ou des quartiers voisins peuvent assister aux expositions gratuitement. »

Dans le cadre du développement du quartier, les habitants souhaitent mettre en place un comité et des règles à suivre. « Dans tous les quartiers on vend des produits stupéfiants, mais les consommateurs se cachent pour acheter et dès fois ils

en trouvent difficilement. » Notons que l'association ViaduQ a pris l'initiative d'accompagner les enfants à la pratique de différents jeux comme le scrabble, le jeu d'échec et une projection de dessins animés. Malgré l'insuffisance des livres, beaucoup d'enfants ont commencé à fréquenter les lieux.

Mohamed Ali Nasra



Ministère de l'agriculture,  
de la Pêche et de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat

## DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)  
(P177816), DON IDA

## Coordination Nationale du Projet

Réf. n° 2024/004/ MAPETA/ FSRP/SCI/



## SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) NATIONALE SPECIALISTE EN NUTRITION POUR LE PROJET DE RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)

I. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le **Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP)** dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) spécialiste en nutrition qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

## II. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le (e) Consultant sera responsable des

tâches décrites dans les TDRS (voir Tdrs).

## III. Profil et expériences requises du candidat

Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) en Nutrition avec qualifications et/ou expériences avérées en Nutrition.

## } Expériences :

- Avoir au moins trois (03) ans d'expériences professionnelles avérées dans le domaine de développement de la Nutrition;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins de trois ans dans la planification et la mise en œuvre des activités de nutrition et de l'Agriculture ;
- Avoir une expérience dans la formation des agents de santé communautaires, la gestion des données ;
- Avoir une connaissance du contexte du pays ;
- Avoir une forte capacité à travailler sous pression, avec des délais courts et dans un environnement sectoriel ;
- Avoir une connaissance en technologie alimentaire serait aussi un atout (séchage et méthode de conservation, fortification et enrichissement alimentaire ...)
- Les compétences en genre ou en protection transversale seront des atouts ;
- Expérience sur les indicateurs de sécurité alimentaire est vivement souhaitée (SDA, SCA, DAM-F, CSI ...) sera un atout.

IV Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

• Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :

- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec des références de trois personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard, le 08 Août 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores). La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet FSRP « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/004/ MAPETA/ FSRP/SCI au secrétaire du FSRP. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetfsrp@gmail.com

Lancé, le 25 Juillet 2024